

Tremblay-en-France

Monsieur Blanquer, n'ajoutez pas une crise scolaire à la crise sanitaire !

En cette période de crise sanitaire inédite, nous, élus de Tremblay, souhaitons interpellier le ministre de l'Éducation, Jean-Michel Blanquer, sur le nombre grandissant de parents qui nous alertent. L'inquiétude des familles, qui craignent les effets de cette interruption prolongée sur la scolarité de leurs enfants, est légitime. Beaucoup éprouvent de grandes difficultés pour aider leurs enfants par manque de temps, d'espaces, de connaissances ou de matériel informatique. Il en résulte une grande culpabilité chez les parents, du stress chez les enfants, des conflits dans les familles confinées. Enseigner reste un métier, vous en conviendrez.

Les actions des enseignants en proximité directe avec les parents, les initiatives d'entraide entre parents pour le soutien scolaire se multiplient dans nos villes. Ce sens des solidarités est magnifique. Nous remercions d'ailleurs les enseignants et les animateurs de la ville qui accueillent au quotidien les enfants du personnel soignant, bientôt ceux des forces de Police. Nous envisageons, au niveau des vacances, d'accueillir aussi les enfants des parents travaillant dans les commerces essentiels restant ouverts durant le confinement. Mais ce ne peut pas être suffisant.

Nous, élus, interpellons le Ministre pour qu'il se rende à l'évidence : l'école à la maison accroît les inégalités scolaires. Les habitants de nos villes populaires le sentent et craignent que leurs enfants en soient les victimes.

Quand le Ministre dit qu'au niveau national il a « perdu la trace » de 8 % d'élèves, ce chiffre dans les quartiers populaires serait compris entre 25 et 35 % selon des remontées de certaines équipes éducatives.

Avec les organisations syndicales enseignantes, nous vous demandons d'avoir une parole claire : « *si le lien éducatif doit être maintenu avec les élèves dans la période de confinement, le fonctionnement normal de l'école s'est arrêté le 13 mars et à la reprise, tous les éléments de programme seront repris en tenant compte de ce temps suspendu* ». Seul un tel message est capable de tranquilliser les parents.

Par ailleurs il faut garantir qu'au moment où l'école pourrait reprendre, tous ces élèves qui n'ont pu jouir des différents dispositifs de continuité éducative et d'une relation privilégiée avec un enseignant en classe bénéficient d'un accompagnement spécifique et soutenu.

Si, à Tremblay, seules des ouvertures de classes sont programmées, plusieurs villes ont également été très désagréablement surprises d'être sollicitées pour la fermeture de classes à la rentrée 2020-2021. Autant d'empressement sur ce sujet, alors que la période ne s'y prête pas, que les inscriptions scolaires ne sont pas finies, est totalement incompatible avec l'effort exceptionnel que nécessite la situation actuelle. Pourtant, le rapport parlementaire transpartisan de mai 2018 relatif à l'exercice par l'État de ses missions régaliennes en Seine-Saint-Denis a objectivé les inégalités de traitement subies par notre Département en matière d'éducation. Est-ce là la réponse du Gouvernement ? Ces fermetures de classes aggraveraient encore davantage les inégalités scolaires alors même qu'il est demandé par les parlementaires, par les élus, par les enseignants et par les parents de les réduire.

Demain, un long travail sera nécessaire pour rattraper le retard accumulé et l'accroissement des inégalités scolaires. Notre ville s'y attache en dégagant des moyens très importants dans le domaine de l'éducation. La dotation par élève est bien au dessus de la moyenne départementale. Mais cela ne suffit pas. Nous sommes prêts à travailler avec l'Éducation nationale pour examiner ensemble et chacun pour ce qui le concerne, comment aider au mieux ces élèves à rattraper le retard qu'ils auront pris durant cette période de confinement.

Le Président de la République Emmanuel Macron a dit tirer les conséquences de cette crise sanitaire. Il affirme que plus rien ne sera comme avant, et cela quoiqu'il en coûte. Cela doit être vrai aussi pour l'éducation. Nous vous demandons donc un moratoire sur la fermeture des classes à la rentrée 2020-2021 ainsi qu'un grand plan de relance massif pour l'école publique en Seine-Saint-Denis, pour finir l'année scolaire et pour la rentrée prochaine.

La municipalité